



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/36/178

S/14431

9 avril 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
ARABE

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-sixième session

Point 64 de la liste préliminaire*

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES

PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE

L'HOMME DE LA POPULATION DES TERRITOIRES OCCUPES

CONSEIL DE SECURITE

Trente-sixième année

Lettre datée du 7 avril 1981, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Jordanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'un mémorandum en langue arabe adressé au Secrétaire général de l'Organisation internationale du Travail à Genève, et qui a trait aux décisions prises par les autorités d'occupation et la Cour suprême israéliennes au sujet de la saisie de la concession de la Compagnie d'électricité du Gouvernorat de Jérusalem, concession qui avait été accordée par le Gouvernement jordanien alors que les deux rives du Jourdan étaient unies, avant l'occupation israélienne.

Le mémorandum souligne la flagrante violation du droit international et de la quatrième Convention de Genève de 1949 1/ qui constitue le fait de s'emparer de l'une des plus importantes entreprises de services publics qui alimente en énergie électrique non seulement Jérusalem mais encore un grand nombre de villes et villages arabes de toute la région.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du mémorandum qui lui est joint comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 64 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Hazm NUSEIBEH

* A/36/50.

1/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973, p. 287.

ANNEXE

Mémoire adressé au Directeur du Bureau international
du Travail à Genève

J'ai l'honneur de me référer à la note que je vous ai adressée au mois de janvier 1980 au sujet de la décision prise par les autorités militaires israéliennes d'occupation de se saisir de la Compagnie d'électricité du Gouvernorat jordanien de Jérusalem (société anonyme) par laquelle le Ministre israélien de l'énergie et le Commandant en chef militaire de la Rive occidentale occupée ont fait connaître leurs décisions datées respectivement du 30 décembre 1979 et du 31 décembre 1979 relatives à la saisie de la société en question et au transfert de la concession à la société régionale israélienne d'électricité.

Depuis l'agression du 5 juin 1967 et depuis qu'Israël occupe de grandes parties des territoires arabes, les autorités d'occupation israéliennes se sont mises en devoir d'annexer la ville de Jérusalem après avoir étendu les comités de la municipalité aux dépens des territoires arabes occupés. Israël a considéré cette société, en dépit de ses protestations, comme étant automatiquement enregistrée conformément aux lois israéliennes, en violation de toutes les lois, coutumes, chartes et décisions internationales et la quatrième Convention de Genève de 1949. Depuis, les autorités israéliennes d'occupation ont entrepris de provoquer la compagnie tantôt en la contraignant à fournir des services auxquels elle n'est pas assujettie et tantôt en l'empêchant d'obtenir l'autorisation d'acheter et de faire venir du matériel et des machines pour moderniser son activité et améliorer sa production et ses services. En outre, les autorités israéliennes continuent d'accuser la compagnie d'incompétence et de mauvaise gestion. Elles s'efforcent à présent, par tous les moyens, de mettre la main sur la concession accordée à cette société afin de contrôler les services économiques vitaux de la ville et notamment cette société arabe, considérée comme la plus grande entreprise économique arabe de toute la Rive occidentale. C'est pourquoi les autorités d'occupation considèrent la concession dont elle jouit comme un des principaux obstacles à l'expansionnisme sioniste qui vise à s'emparer de cette Ville sainte et à la couper de la Rive occidentale pour consolider le fait accompli que ces autorités ont imposé lorsqu'ils ont proclamé Jérusalem "ville unifiée et capitale éternelle d'Israël". Ces faits surviennent au moment où les autorités d'occupation s'emploient à procéder à des confiscations massives de terres arabes occupées à leurs propriétaires légitimes, en usant de divers moyens de coercition en vue d'y implanter des colonies sionistes, comme c'est le cas aujourd'hui, où ces terres, en particulier sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, font l'objet d'une brutale offensive colonialiste.

Le 7 janvier 1980, les employés et les ouvriers de la compagnie se sont mis en grève pour manifester leur colère et pour protester contre cette décision arbitraire et une vague de grèves et de manifestations populaires a déferlé sur tous les territoires arabes occupés en témoignage de solidarité avec les grévistes de la compagnie, et pour condamner cette décision et en demander l'annulation.

/...

Le Conseil d'administration de la compagnie a présenté une requête à la Cour suprême israélienne à laquelle il a demandé de surseoir à la décision du Ministre israélien de l'énergie et du Commandant en chef militaire israélien de la Rive occidentale. Le 16 février 1981, la Cour suprême a rendu un arrêt qui constitue un précédent en matière d'interprétation de la loi dans la mesure où elle s'est octroyée le droit de partager la concession en deux. En effet, la Cour a rejeté la requête du Conseil d'administration qui demandait l'annulation de la décision du Ministre de l'énergie tendant à confisquer la concession de la compagnie dans la ville arabe occupée de Jérusalem attendu que cette concession tomberait sous le coup de la loi israélienne mais d'autre part, elle a pris une décision définitive interdisant au Commandant militaire en chef de confisquer la concession de la compagnie sur la Rive occidentale qui relève du droit jordanien et étant un territoire occupé, relève du droit international. La Cour a également ordonné que le Ministre de l'énergie réexamine sa décision de confiscation de la compagnie et qu'il entende à cet égard le Conseil d'administration. La Cour s'est-elle demandé s'il était techniquement possible de séparer les installations et les biens de la compagnie qui se trouvent à Jérusalem arabe occupée de ceux qui se trouvent sur la Rive occidentale?

La décision des autorités militaires israéliennes d'occupation ainsi que l'arrêt de la Cour suprême israélienne sont nulles et non avenues pour les raisons ci-après :

1. i) Conformément au droit international ainsi qu'aux décisions, coutumes et instruments internationaux et au premier chef la quatrième Convention de Genève, les autorités militaires d'occupation n'ont pas le droit de transférer à l'Etat occupant la propriété de biens qui se trouvent dans la zone occupée tant que la guerre ne s'est pas terminée et par un traité prévoyant l'annexion de cette zone. En outre, l'Etat occupant ne peut légalement déclarer unilatéralement annexer une zone de par le fait qu'il l'occupe. La proclamation d'une telle annexion n'a pas d'effet juridique car il ne peut y avoir annexion légitime que dans le cadre de paix, c'est pourquoi l'Etat auquel la zone appartient conserve son droit de souveraineté sur celle-ci.

ii) L'état de guerre dure toujours entre la Jordanie et Israël. En conséquence, la Jordanie, en vertu du paragraphe 1 de l'article premier, conserve sa souveraineté sur la Rive occidentale occupée et en particulier sur la ville arabe occupée de Jérusalem qui fait partie intégrante des territoires arabes occupés. En outre, la décision des autorités d'occupation militaires israéliennes d'annexer la ville de Jérusalem à la suite du conflit du 5 juin 1967 n'a pas été reconnue par la communauté internationale et en particulier par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est exprimée sur cette question dans sa résolution 2253 en date du 4 juillet 1967, puis dans sa résolution 2254 en date du 14 juillet 1967 ainsi que

dans l'ensemble des résolutions relatives à cette question. La question de la compagnie jordanienne d'électricité de la ville de Jérusalem constitue par conséquent un élément intrinsèque de la question de Jérusalem et des autres territoires arabes occupés, de sorte que les autorités d'occupation n'ont pas le droit de s'immiscer dans les affaires de cette compagnie ou à fortiori de s'en emparer. Conformément à ce qui précède, les biens et la propriété de l'Etat, des municipalités et des particuliers de la zone occupée ne peuvent être saisis, confisqués ou pris par la force.

Compte tenu de ce qui précède, est-il permis à Israël de se fonder sur sa législation et sa réglementation intérieures et de s'en servir pour se défaire de la responsabilité internationale qu'il encourt du fait qu'il a enfreint et violé les dispositions du droit et la pratique internationaux dans les territoires arabes occupés? Est-il autorisé à se placer, en vertu de sa législation, au-dessus des règles du droit et de la pratique internationales pour consacrer ses actes d'agression, d'occupation et d'opposition des biens arabes, puis leur judaïsation?

2. L'arrêt de la Cour suprême d'Israël est fondé sur des facteurs politiques; en effet, il est essentiellement de nature politique et est conforme à la ligne politique du Gouvernement d'occupation militaire israélienne qui consiste à judaïser les territoires arabes occupés, politique incompatible avec la compétence de la Cour qui est censée appliquer la loi et rendre une justice dont les Israéliens se vantent tant qu'il est difficile aux autres de la contester. Il incombait à la Cour de se laisser guider par des considérations purement juridiques et de ne pas se laisser entraîner dans la ligne politique de son gouvernement, à savoir l'annexion et l'appropriation des terres aux fins de judaïsation. Or, son arrêt - comme nous l'avons mentionné plus haut - a établi une distinction entre, d'un côté, la Jérusalem arabe occupée et la Rive occidentale occupée. Elle facilitait au gouvernement d'occupation l'annexion de la concession de la société sur la partie arabe de Jérusalem sous prétexte qu'elle relèverait de la juridiction israélienne. De plus, il est impossible, juridiquement, pratiquement et techniquement, de diviser la concession de la société et de la partager, car la concession a été accordée à une personnalité morale qu'il est impossible de diviser et que, de plus, la zone opérationnelle de la concession est indivisible.

3. L'octroi, le retrait et le droit de disposer de la concession sont des actes relevant exclusivement de la souveraineté de l'Etat légitimement souverain sur la zone où s'exerce la concession. Or, Israël, selon le droit international et l'ensemble des pratiques, chartes et décisions internationales et aux yeux de la communauté internationale n'est pas investi de la souveraineté légitime, mais est une puissance qui occupe les territoires d'autrui par la force militaire. Israël n'a donc pas le droit de disposer de la concession d'un service aussi vital dont l'octroi revient à exercer effectivement une souveraineté : en effet les accords de

concession ne prennent effet qu'après qu'ils aient été ratifiés et consacrés par une loi dont la promulgation est un acte souverain du gouvernement de l'Etat investi de la souveraineté légitime, à savoir le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie. Par conséquent, la société anonyme jordanienne d'électricité du Gouvernorat de Jérusalem, ayant été créée et enregistrée en vertu de la législation jordanienne, est, juridiquement, une société de nationalité jordanienne. Il a été publié dans le Journal officiel de la Jordanie sous le numéro 1072 en date du 19 juin 1951 et au supplément No 1 du numéro 1262 en date du 16 février 1956, ainsi que dans l'accord conclu en 1957 entre le Gouvernement jordanien et la société, et où l'accord conclu également en 1962 entre le Gouvernement jordanien et la société et consacré par la loi No 37 (1963) et par la loi provisoire No 21 (1967), relatives à l'Office jordanien de l'électricité. Cependant, l'exercice des droits et de la souveraineté jordanien ont été suspendus provisoirement depuis l'agression de 1967 en raison de l'occupation israélienne.

Cette affaire relève de la compétence de l'Organisation internationale du Travail du fait que ces aspects concernent les trois parties au travail (le Gouvernement jordanien - les actionnaires de l'entreprise, représentés par le Conseil d'administration, et les travailleurs, soit les employés et ouvriers de la société). Considérant que la constitution de l'Organisation prévoit que la paix universelle ne peut être réalisée que si elle est fondée sur la justice sociale et que la Déclaration de Philadelphie reconnaît que les êtres humains, sans distinction de race, de croyance et de sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales et rappelant la résolution No 9 de 1974 de la Conférence internationale du travail concernant la politique de discrimination raciale et de violation des libertés et des droits syndicaux que pratiquent les autorités israéliennes en Palestine et dans les territoires arabes occupés, rappelant en outre la résolution de la Conférence internationale du travail de 1980 concernant les incidences de l'implantation de colonies israéliennes en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés sur la condition des travailleurs arabes, nous vous prions instamment de bien vouloir intervenir immédiatement pour soutenir la position du Gouvernement jordanien et du Conseil d'administration de la société ainsi que celle des employés et travailleurs arabes de la société, position qui consiste à rejeter catégoriquement la politique de mainmise et de judaïsation. Nous vous exprimons notre profonde inquiétude devant les conséquences directes et indirectes de la politique d'appropriation des installations économiques et de leur judaïsation dans les territoires arabes occupés sur la condition des travailleurs et des employeurs arabes, particulièrement ceux de cette société qui est considérée comme le principal service économique vital sur la Rive occidentale occupée. Nous vous prions instamment de vous employer, par les moyens que vous jugerez appropriés, dans le cadre de la Constitution et du règlement de l'Organisation internationale du Travail, à appuyer la position de la Jordanie représentée par ses

trois parties (le gouvernement, les actionnaires et les employés) pour empêcher qu'ils ne soient dessaisis de cette installation et pour mettre un terme aux suites de cette décision arbitraire qui est contraire, comme nous l'avons dit plus haut, à toutes les lois, pratiques et décisions internationales, nous réservant de défendre nos droits par les moyens que nous jugerons appropriés à l'occasion de futures conférences internationales du travail.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma très haute considération.

Le Ministre du travail,

Jawad AL ANANI

